

Édito :

Dans un référé paru fin juin, la Cour des comptes souligne l'opacité financière des cliniques privées, les choix faits pour privilégier les actes rentables, la participation financière demandée aux patients (dépassement d'honoraires, facturation des chambres individuelles), l'absence de contrôle par les ARS ... Elle indique que « En revanche, la situation des médecins en clinique est globalement de plus en plus favorable. » La ministre n'a pas daigné répondre à la Cour des Comptes dans les deux mois avant publication de ce référé comme la loi 'y autorise.

Les laissera-t-on encore longtemps assécher l'hôpital public, privant de l'accès aux soins de nombreuses populations ?

Sommaire :

- **L'écho des comités : page 2 et 3**
- **Autres infos locales : page 4**
- **Dossiers :**
 - Urgences et hôpitaux - entre grève et dysfonctionnements : page 5
 - Hôpitaux de proximité - une proposition de loi : page 6
- **Culture et santé : page 7**

L'écho des comités :

LE BLANC - 36

CRI DE RÉVOLTE DES PETITES VILLES ET VILLAGES DE FRANCE

L'Association des Maires Ruraux de France vient de ratifier le manifeste National pour la renaissance des maternités. Cette nouvelle signature s'ajoute à la longue liste des 2 700 soutiens, directs et en ligne, parmi lesquels les signataires ci-joint.

Sollicités par le Comité de Défense des Usagers du Site du Blanc, le collectif « Cpasdemainlaveille », les élus de l'Indre engagés dans la défense du site hospitalier du Blanc, et plus largement par la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, tous partagent la colère et le désarroi des habitants qui refusent la disparition de leurs maternités. Avec les urgences et les EPHAD, les maternités sont devenues le symbole de la dégradation du système de soin, une dégradation qui, associée à la désertification médicale, à la non remise en cause de la liberté d'installation et aux difficultés d'accès aux soins primaires, mène à la catastrophe sanitaire.

La fermeture de ces services indispensables se fait au mépris des droits des patientes et de leur sécurité. Aucune concertation n'a été menée en amont avec les futures mamans, les premières concernées par cette décision. Aucune réflexion pour mettre en place des solutions innovantes n'a été lancée. Aucune alternative sérieuse ni contrepartie n'ont été apportées. Les engagements pris par les directions d'hôpital et l'ARS n'ont pas été respectés.

Les citoyens que nous sommes ne veulent pas subir cet écroulement. Comme aux dominos, la chute de la maternité entraîne celle de la chirurgie, des urgences, bientôt de l'hôpital dans son ensemble puis enfin du territoire. D'ailleurs, l'effondrement ne s'arrête pas au monde rural mais s'étend désormais aux banlieues, aux villes moyennes.

Ce déménagement du territoire est une grave atteinte à l'avenir du monde rural et à celui des petites villes où il se solde par une perte d'attractivité.

Face au rouleau compresseur de la centralisation, le mouvement de résistance prend de l'ampleur et prône au contraire un maillage du territoire, une redistribution intelligente des pôles d'excellence dans une idée de partage des compétences. La population est mobilisée, les médias lui tendent leurs micros. Pour autant le gouvernement et son administration restent sourds. Des réunions sont organisées à l'hôpital, à l'ARS. Pour rien ! Pour balader les élus et les représentants des citoyens – humiliation gratuite et inutile. Rien ne change, pire les fermetures s'enchaînent. Les actions en justice portées par les collectivités territoriales se multiplient, les futures mamans portent plainte. Rien n'y fait, le travail de sape continue. Le personnel clame sa souffrance. Mois après mois la situation se dégrade.

Parce que ne pas se révolter reviendrait à cautionner la disparition de la grande idée d'un service public de santé de proximité, accessible à tous, la coordination Nationale, l'ensemble des comités et collectifs citoyens dont le Comité de Défense des Usagers du Site du Blanc et le collectif « Cpasdemainlaveille » appellent chacun, chacune à signer le manifeste, à témoigner sur leurs pages sur les réseaux sociaux et à rejoindre les 2 700 personnes déjà engagées pour mener ce juste combat à leurs côtés.

[Cri de révolte des petites villes et villages de France](#)

[Le manifeste sur Change.org](#)

CHÂTELLERAULT-LOUDUN - 86

Une vidéo pour revenir sur la marche du 3 au 7 avril pour défendre l'hôpital public contre sa privatisation accélérée et pour défendre la Sécurité Sociale. Chaque journée de marche était suivie d'une soirée débats et animations.

Marche organisée par le Comité de Défense du Groupement Hospitalier Nord Vienne.
Film réalisé par Nicolas Besson et Camille Courroux.



[Vidéo de la marche Châtellerault-Loudun](#)

SARLAT - 24

La création du centre de santé avance !

L'association Centre de santé Sarlat-Périgord Noir, vient d'être créée lors d'une assemblée générale extraordinaire pour préfigurer la future Société Coopérative d'Intérêt Collectif et permettre de répondre à l'appel à projet de l'ARS.

Les statuts de l'association

Le comité de défense continue à informer avec sa lettre N°15 sur les restes à charge

La lettre d'information n°15

Autres infos locales :

SISTERON - 04

7ème rassemblement lundi 12 août pour des urgences ouvertes 7 jours sur 7, 24h sur 24

Dans le journal « La Provence », il est entre autres expliqué que le lundi 5 Août « Tout le monde était sur le pied de guerre »... avec des urgences « prises d'assaut » ! Ça sent bon l'exagération des gens du Sud !

Nous de notre côté, on a entendu dire que c'est une sardine qui a bouché l'entrée des urgences la nuit. Alors, on vous propose une grande Sardinade lundi 12 août à partir de 19h30 pour débloquer l'entrée ! Barbecue du 12 août !

[L'article de la Provence](#) (ce qui est accessible sans abonnement donne le ton !)

[Lettre ouverte aux maires sur les urgences de Sisteron](#)



[Le rassemblement du 5 août](#)

Dossier :

URGENCES ET HÔPITAUX : ENTRE GRÈVE ET DYSFONCTIONNEMENTS

La presse s'est encore faite l'écho toute la semaine des grèves et mobilisations dans les services d'urgences des hôpitaux mais pas que dans les urgences.

En Guadeloupe s'annonce une nouvelle manifestation le 13 août.

La revue de presse, c'est aussi un relevé de dysfonctionnements, avec en particulier des fermetures temporaires de SMUR ... et on ne sait pas tout !

En **Guadeloupe** la grève du personnel du CHU soutenue par des milliers de manifestants – [Huffingtonpost](#) le 2 août, [France Info](#) le 3 août et les informations sur le site de la [CGT](#) avec un appel à une nouvelle manifestation le 13 août

Blois : une grande partie de l'EHPAD de la Roselière en grève – [France 3](#) le 2 août

Verdun : les urgences en grève à partir de mardi (6) 23h 55 – [l'Est Républicain](#) du 3 août

Créteil : Grève en cardiologie – l'article du [Parisien](#) du 3 août

Poitiers : Les Assistants de Régulation Médicale seront en grève à partir du 25 août – source [CGT](#)

Isère : La mobilisation se poursuit dans les services d'urgences – [France Bleu](#) le 5 août

Sisteron : fermeture la nuit – l'article de [BFM TV](#) du 1 août et une photo de la mobilisation sur [DICI](#)

Guéret : deux heures de réunion entre syndicalistes et ARS pour presque rien – [France bleu](#) le 6 août

Pithiviers : en manque de médecins, Pithiviers privé de SMUR pendant 18 jours en août – [France bleu](#) le 8 août

Le Creusot : Hôpital hôtel Dieu : l'accord est rejeté, la grève continue – [Le journal de Saône et Loire](#) du 8 août

Cahors : les urgences en grève à partir du 13 août – info [CGT](#)

Poissy : les revendications locales des personnels des urgences entendues – [Actu.fr](#) le 2 août

Castres : les urgences en grève ; une pétition mise en ligne et une page Facebook créée – [La dépêche](#) du 7 août

Decazeville : grève au service de médecine suite à l'annonce de la suppression de quatre postes – [La Dépêche](#) du 9 août

Articles généraux

[La carte des services d'urgence](#) en grève d'après la CGT

Pourquoi la mobilisation risque de gagner en ampleur – [l'Express](#) du 1er août

Interview de Barbara Coué coordinatrice du collectif inter-urgences – [France Inter](#) le 4 août

Urgences : la révolte des petites mains – [La Croix](#) le 6 août

L'augmentation des moyens et la transformation de la place de l'hôpital dans le système de santé ne sont pas incompatibles – une interview de Pierre André Juven, un des auteurs de la *Casse du Siècle* sur le site [What'up doc](#) 5 août

Des appels à de nouvelles actions début septembre – [France bleu](#) le 5 août

HÔPITAUX DE PROXIMITÉ : UNE PROPOSITION DE LOI

Une proposition de loi visant à redéfinir les missions des hôpitaux de proximité a été déposée par le groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste du Sénat.

La Coordination Nationale va analyser ce texte. Une première réaction d'une amie de Bernay : leur argumentaire tient la route, et ils proposent : « Le financement de cette proposition de loi est assuré par l'exonération de la taxe sur les salaires qui pèse sur les hôpitaux pour un montant de 4 milliards d'euros par an. »

L'exposé des motifs

La proposition de loi



Culture et santé :

Le collectif inter-urgences a créé son site web



Inter Urgences

[Le site](#)

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

<http://coordination-defense-sante.org/>



COORDINATION NATIONALE

des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité

(Fondée à Saint Afrique en avril 2004)

Siège social : **1 rue Jean Moulin 70200 LURE**

Secrétariat : Lundi : 8h45-11h15 et 13h40-17h30 / Mardi : 8h45-14h45 / Jeudi : 8h45-11h15 / Vendredi : 13h40-16h15

Tél : 09 67 04 55 15

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025

Association agréée - Arrêté du 06/06/2018 - N2017RN0146

Site : <http://coordination-defense-sante.org/>

Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org

Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93

Vice-Présidente : Rosine LEVERRIER boudchoum@wanadoo.fr

Adresse : 5 Rue Barbey d'Aurévilly – 14500 VIRE - Tél 02 31 67 07 54 - 06 41 29 08 02